

Regards sur la Prospective

La lettre interne de la Mission prospective pour le réseau des DDT, des DREAL et du CEREMA

N°13 - OCTOBRE 2017

P. 1 Edito

- Décentralisation et concentration

P. 1 - 2 Prospective thématique

- PETR et Pôles métropolitains, nouveaux territoires de projets
- Développement territorial : une voie innovante
- Point d'étape sur la réforme territoriale
- Mettre en oeuvre la loi NOTRe
- L'innovation au pouvoir
- Territoires d'avenir, avenir des territoires

P. 2 - 3 Prospective en Région

- Mission sur la gouvernance du Nord Lorrain
- Achieving Political Decentralisation

P. 3 Notes de lecture :

- Décentralisation : sortons de la confusion
- Une nouvelle ambition territoriale pour la France en Europe

P. 4 Agenda

Edito

Décentralisation et concentration : la nouvelle organisation territoriale et l'action de l'État

Le paysage institutionnel français a connu dans la période récente des bouleversements significatifs. Leur ampleur et le temps d'adaptation ne sont pas encore bien appréhendés et en parallèle du mouvement de décentralisation, on constate une concentration des compétences à la fois pour les collectivités et les services de l'État. Pour nourrir la réflexion, cette newsletter renseigne sur certains travaux des grandes institutions et reflète le point de vue des principaux acteurs. Comme toujours, des exemples concrets en région et à l'international complètent ce panorama. Parmi les conditions de succès de ces réformes, il est important à la fois de les accompagner au bon niveau d'information et de transparence et de leur permettre de donner toute sa place à l'innovation territoriale.

Nathalie Cecutti Cheffe de la Mission Prospective

Prospective thématique

Rapport d'information fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation sur les pôles d'équilibre territoriaux et ruraux et les pôles métropolitains comme nouveaux territoires de projet

Sénat - 2017 - Rapport - 75 p.

La délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation a organisé, le 1er décembre 2016, une table ronde autour des nouveaux territoires de projets que sont les pôles métropolitains et les pôles d'équilibre territoriaux et ruraux (PETR). Les participants à cette table ronde ont mis en avant la souplesse et l'adaptabilité de ces structures, permettant une action « aussi directe que concrète » en faveur des habitants : transport, santé, urbanisme, développement économique, patrimoine culturel... Ils estiment que si les récentes réformes territoriales ont eu une influence non négligeable sur ces territoires qui doivent faire face à de nouveaux défis et à de nouvelles restructurations, leur rôle et leur souplesse doivent pouvoir être préservés et confortés en prenant en compte les complémentarités entre zones rurales, urbaines et périurbaines, en coordination avec l'État et les autres collectivités territoriales.

[en savoir +](#)



Le développement territorial : une voie innovante pour les collectivités locales ?

Pierre-Antoine Landel, Bernard Pecqueur - 2016 - Note d'analyse - 16 p.

La décentralisation « à la française » ne fait pas « du renforcement de l'autonomie locale un but en soi, mais un simple moyen de préserver l'unité et l'indivisibilité de la République ». (Lebreton, 2003). L'État conserve son rôle de stratégie, les collectivités restent sous contrôle d'un ensemble d'orientations, de règles et de normes qui leur sont extérieures. Alors que les rapports critiquant ce mode de décentralisation se succèdent, la décentralisation dans son ensemble n'a toujours pas fait l'objet de travaux d'évaluation de son impact global. Notre ambition n'est pas de pallier ce déficit, mais de contribuer à le questionner, en particulier dans le champ du développement économique. Notre questionnement porte sur le profond décalage entre l'évolution de la pensée économique et les pratiques politiques issues de la décentralisation. Notre hypothèse est que les logiques politiques mobilisées dans le cadre de ces réformes ne permettent pas d'accompagner le tournant territorial de l'économie.

[en savoir +](#)



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET SOLIDAIRE

Point d'étape sur la réforme territoriale et propositions de l'ARF

Association des Régions de France – 2016 – Note d'analyse – 20 p.

Neuf mois après la mise en place des nouvelles Régions, celles-ci sont en ordre de marche pour cette rentrée. Elles ont réussi la rentrée des lycéens dans des conditions de sécurité optimales. Elles promeuvent l'apprentissage, voie privilégiée d'accès à un emploi durable. Elles assurent la montée en puissance des actions de formation en faveur des demandeurs d'emploi. Elles améliorent la desserte ferroviaire et routière de leurs territoires, soutiennent l'innovation et l'internationalisation des PME et des ETI. Les Régions ont fait depuis longtemps le choix de l'action plutôt que celui de l'administration.

[en savoir +](#)



L'innovation au pouvoir – Pour une action publique réinventée au service des territoires

Akim Oural – 2015 – Rapport – 110 p.

Ce rapport poursuit plusieurs objectifs : définir le concept d'« innovation territoriale » à travers l'analyse des dynamiques à l'œuvre dans les territoires, identifier les conditions d'amélioration de l'environnement dans lequel les divers acteurs peuvent développer et pérenniser des projets dans ce domaine et contribuer à la conception d'une politique ambitieuse de développement de l'innovation territoriale. Il rend également compte de tendances majeures parfois mal identifiées ou mal comprises par les pouvoirs publics. Le rapport propose donc en premier lieu une définition de l'innovation territoriale et la met en perspective au regard des grands enjeux auxquels elle est confrontée. Il décrit et explique ensuite ses principaux facteurs de succès à travers l'analyse de nombreux exemples concrets et études de cas. Enfin, il tire de ces éléments plusieurs propositions, adressées à la puissance publique dans ses dimensions nationales et territoriales, et dont la mise en chantier permettra de libérer les énergies créatrices au service des territoires et de leurs habitants.

[en savoir +](#)



Mettre en œuvre la loi NOTRe : Recommandations pour la nouvelle organisation des compétences et stratégies économiques

Assemblée des Communes de France – 2016 – Rapport – 35 p.



Elueslocales.fr

L'AdCF a souscrit au renforcement des schémas régionaux de développement économique, d'innovation et d'internationalisation des entreprises (SRDEII) dès lors que ceux-ci seront élaborés dans une étroite concertation avec les métropoles et communautés. L'AdCF s'est par ailleurs mobilisée pour que soient renforcées les compétences opérationnelles de ces dernières en matière d'immobilier d'entreprises et d'aménagement économique, de promotion du tourisme et de politique du commerce. Il est à ses yeux indiscutable que la loi NOTRe a apporté des avancées attendues sur ces sujets. Un accord de partenariat entre l'AdCF et l'ARF, signé le 24 mai 2016, vise à accompagner le rapprochement attendu entre régions et communautés/métropoles sur les stratégies de développement économique ainsi que sur leur mise en œuvre opérationnelle.

[en savoir +](#)

Territoires d'avenir, avenir des territoires

Fondation Jean Jaurès – Estelle Grelier – 2017 – Article – 1 p.

La réforme territoriale aura été l'une des actions majeures du quinquennat qui s'achève. Mieux organiser nos territoires est une ambition à la croisée de multiples enjeux, démocratiques, économiques et sociaux. S'inscrivant à la fois dans l'histoire longue de la décentralisation et dans le prolongement immédiat de l'action menée depuis cinq ans, Estelle Grelier, Secrétaire d'État chargée des collectivités locales, apporte ici sa vision de ce que pourraient être les prochaines étapes de la réforme engagée et fait des propositions.

[en savoir +](#)

Prospective en région

Mission sur la gouvernance du Nord Lorrain

CGET – 2017 – Rapport – 94 p.

Le Premier ministre a confié au CGET (Commissariat Général à l'Égalité des Territoires) une mission portant sur la gouvernance dans le Nord lorrain. Relevant l'enjeu stratégique que représente la position géographique de ces territoires et la nécessité du renforcement de leur coopération avec les territoires frontaliers des États voisins dans un cadre équilibré, la lettre de mission s'interroge en effet sur l'adaptation de l'organisation territoriale à cette fin. Dans le contexte de recomposition territoriale en cours et en lien étroit avec le préfet de région, la lettre demande ainsi d'établir des propositions visant à conforter une coopération renforcée entre acteurs locaux contribuant à faire émerger une dynamique collaborative de projets.

[en savoir +](#)



Achieving Political Decentralisation – Lessons from 30 years of attempting to devolve political power in the UK

Institute for government – 2014 – Rapport en anglais – 39 p.

Ce rapport présente une analyse détaillée des sept dernières réformes décentralisatrices du Royaume-Uni. La décentralisation nécessite un effort important de coordination. Trois principaux groupes doivent soutenir ou adhérer à ces réformes : les politiques nationales, les politiciens locaux, et bien entendu le grand public. Ces groupes ont souvent des intérêts différents, n'ont que peu de cohésion interne, et ont des priorités et des valeurs différentes. Malgré tout, ces groupes ont un pouvoir considérable pour bloquer ou compromettre les réformes non désirées. Le rapport identifie 10 obstacles que tout programme de réforme doit surmonter pour réussir.

[en savoir +](#)



Spreadshirt.fr

Décentralisation : sortons de la confusion – Repenser l'action publique dans les territoires

Institut Montaigne – 2016 – Rapport – 116 p.

Apport de fond ou de forme

Les auteurs nous proposent une nouvelle approche de la décentralisation, dont l'objet est de mener une réflexion permettant à chacun de dépasser les échecs constatés en construisant une décentralisation réussie, efficace et partagée.

Mots-clés

Décentralisation, action publique, territoire, responsabilité locale, découpage territorial, collectivité, normes, finances publiques, aide sociale, développement économique, formation professionnelle, enseignement professionnel, apprentissage.

Présentation

Alors qu'une nouvelle étape de la réforme territoriale vient de s'achever via la loi dite « NOTRe » portant nouvelle organisation territoriale de la République, dernier avatar d'un incessant processus de réformes territoriales initié au début des années 80 (douze lois majeures en trente-cinq ans), l'Institut Montaigne propose une lecture nouvelle de la décentralisation et de l'action publique dans les territoires. Sans juger a priori la réalité des bénéfices attendus par les dernières lois d'organisation territoriale, ces dernières ne semblent pas en mesure de bouleverser la nature du constat qui peut être dressé sur l'ensemble de la réforme territoriale ; lequel est très largement un constat d'échec. Comment dépasser ces échecs ? Le rapport cible toute une série de propositions sur plusieurs thèmes : l'impact des normes sur l'action publique, les finances publiques dans les territoires, l'aide sociale, l'investissement public, le développement économique territorial, l'emploi et la formation professionnelle, ainsi que l'enseignement professionnel et l'apprentissage.

en savoir +



[La politique du Chacal - Overblog](#)

Une nouvelle ambition territoriale pour la France en Europe – Mission sur l'Aménagement du territoire : refonder les relations entre Etat et collectivités territoriales

Claudy LEBRETON – 2016 – Rapport – 134 p.

Apport de fond ou de forme

Ce rapport propose une réflexion sur une nouvelle politique d'aménagement et de développement durable des territoires de France dans une perspective européenne. Soulignons l'apport d'une méthode innovante : l'utilisation d'une plateforme numérique ouverte aux contributions de près de 400 internautes.

Mots-clés

Aménagement du territoire, réforme territoriale, décentralisation, action publique, démocratie locale, collectivités locales, partenariat, citoyens, participation, numérique, contrat territorial.

Présentation

Le territoire français est en souffrance. Les inquiétudes et les incompréhensions face aux conséquences territoriales et sociales des mouvements économiques ou écologiques d'ampleur globale à l'œuvre, le désabusement face à la sclérose de l'action publique, les tensions entre l'État et les collectivités territoriales, la perte de sens collectif et civique nourrissent un engrenage vers le déclin. Nous avons le devoir d'enrayer cet engrenage, en affirmant une nouvelle ambition territoriale pour notre pays, assortie d'une rénovation profonde de la politique d'aménagement du territoire menée en partenariat. Ce document propose donc une trentaine de recommandations, et avance neuf propositions pour rendre la politique d'aménagement du territoire plus participative et plus efficace :

- coconstruire une ambition territoriale pour la France en Europe ;
- créer le Conseil des collectivités de France ;
- nommer un vice-Premier ministre en charge des territoires et de la démocratie ;
- renouveler l'offre publique par le numérique, au-delà de l'e-administration ;
- « mettre en capacité d'agir » nos 500 000 élus ;
- dynamiser les instances de démocratie locale existantes ;
- redéfinir le « contrat territorial » entre les entreprises privées et les acteurs publics ;
- faire de la réforme territoriale un exercice d'apprentissage collectif ;
- ouvrir des espaces de créativité et d'essai en desserrant la contrainte administrative.

en savoir +



Agenda

■ **7 novembre 2017 – COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LA VIRE AU NOIREAU – NORMANDIE**
LA NOUVELLE GOUVERNANCE DU BLOC LOCAL : ÉVOLUTION DES PÉRIMÈTRES ET TRANSFERTS DE COMPÉTENCES

Nouveaux périmètres, nouvelles compétences : la question de la gouvernance de ces nouveaux ensembles devient centrale. L'harmonisation des compétences en cas d'évolution récente du périmètre communautaire, voire de celui de tout ou partie des communes membres, rend nécessaire une réflexion.

[en savoir +](#)

■ **16 novembre 2017 – ENA PARIS**
LES JEUDIS DE LA GOUVERNANCE TERRITORIALE : L'INTERCOMMUNALISATION DU TERRITOIRE MARQUE-T-ELLE LA FIN DES COMMUNES ?

Le fil rouge des neuf conférences proposées sera celui des « regards croisés sur : quels rôles pour l'État dans la gouvernance des territoires ? ». Un expert et un praticien seront sollicités pour apporter leur regard sur les réformes en cours.

[en savoir +](#)

■ **1 et 2 décembre 2017 – STRASBOURG**
CONFÉRENCE DES MÉTROPOLIS

[en savoir +](#)

Dates du réseau à retenir

24 OCTOBRE 2017 - 2^e séminaire de prospective territoriale de l'année.

Thème : Décentralisation, concentration : la nouvelle organisation territoriale et l'action de l'Etat

Cette lettre est un document interne de la Mission prospective (CGDD/DDD) destiné prioritairement aux correspondants Prospective en DREAL, DDT et dans le RST. Sa diffusion est libre.

Intranet du CGDD <http://intra.cgdd.i2/le-reseau-de-prospective-territoriale-r1453.html>

Maitrise d'ouvrage

Nathalie CECUTTI
Responsable de la Mission prospective

Halvard HERVIEU
Adjoint à la responsable

MTEs - CGDD - Mission prospective
Tour Séquoia
92055 La Défense cedex
tél. 01 40 81 35 57

Conception et réalisation

Dado KANDE
Chargée d'études Aménagement et Économie

Patricia CAUVEL
Chargée d'études Aménagement
Groupe Territoire Prospective Évaluation

CEREMA Sud-Ouest
Département Aménagement, Intermodalité, Transport
Rue Pierre Ramond - CS 60013
33166 Saint Médard en Jalles Cedex
tél. 05 56 70 66 62

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Commissariat Général au Développement Durable